

Pour un plan B en Europe

Le Français Jean-Luc **Mélenchon**, l'Italien Stefano **Fassina**, les Grecs Zoe **Konstantopoulou** et Yanis **Varoufakis**, et l'Allemand Oskar **Lafontaine** s'associent et proposent « *la tenue d'un sommet international pour un plan B en Europe, ouvert aux citoyens volontaires, organisations et intellectuels. Cette conférence pourrait avoir lieu dès Novembre 2015. Nous lancerons ce processus samedi 12 Septembre lors de la Fête de l'Humanité* ».

Le 13 juillet, le gouvernement grec démocratiquement élu d'Alexis Tsipras a été mis à genoux par l'Union européenne. « L'accord » du 13 juillet est en réalité un coup d'Etat. Il a été obtenu par la fermeture des banques grecques par la Banque centrale européenne (BCE) et la menace de ne pas les autoriser à rouvrir tant que le gouvernement grec n'accepterait pas une nouvelle version d'un programme qui a échoué. Pourquoi ? Parce que l'Europe officielle ne pouvait pas supporter l'idée qu'un peuple souffrant de son programme d'austérité autodestructrice ait osé élire un gouvernement déterminé à dire « Non ! ».

Désormais, avec davantage d'austérité, davantage de privatisations au rabais d'actifs publics, une politique économique plus irrationnelle que jamais, et la misanthropie en guise de politique sociale, le nouveau mémorandum ne sert qu'à aggraver la Grande Dépression grecque et le pillage de la Grèce par des intérêts particuliers, grecs ou non.

Tirons les leçons de ce coup d'Etat financier. Cet euro est devenu l'instrument de la domination économique et politique de l'oligarchie européenne, cachée derrière le gouvernement allemand et qui se réjouit de voir Mme Merkel faire tout le « sale boulot » que les autres gouvernements sont incapables de faire. Cette Europe ne produit que des violences dans les nations et entre elles : chômage de masse, dumping social féroce, insultes attribuées aux dirigeants allemands contre l'Europe du Sud et répétées par toutes les « élites » y compris celles de ces pays. L'Union européenne alimente la montée de l'extrême-droite et est devenue un moyen d'annuler le contrôle démocratique sur la production et la distribution des richesses dans toute l'Europe.

Affirmer que l'euro et l'Union européenne servent les Européens et les protègent contre la crise est un mensonge dangereux. C'est une illusion de croire que les intérêts de l'Europe peuvent être protégés dans le cadre de la prison des règles de la zone euro et des traités actuels. La méthode Hollande-Renzi du « bon élève », en réalité du prisonnier modèle, est une forme de capitulation qui n'obtiendra même pas la clémence. Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker l'a dit clairement : « *il ne peut y avoir de choix démocratiques contre les traités européens* ». C'est l'adaptation néolibérale de la « *souveraineté limitée* » inventée par le dirigeant soviétique Brejnev en 1968. A l'époque, les soviétiques écrasaient le Printemps de Prague par les tanks. Cet été, l'Union européenne a écrasé le Printemps d'Athènes par les banques.

Nous sommes déterminés à rompre avec cette Europe. C'est la condition pour reconstruire des coopérations entre nos peuples et nos pays sur une base nouvelle. Comment mener une politique de partage des richesses et de création d'emplois notamment pour les jeunes, de transition écologique et de refondation démocratique face à cette Union européenne ? Nous devons échapper à l'inanité et l'inhumanité des traités européens et les refonder afin d'enlever la camisole de force du néolibéralisme, abroger le traité budgétaire, refuser le traité de libre-échange avec les Etats-Unis (TTIP).

La période est extraordinaire. Nous faisons face à une urgence. Les Etats-membres doivent avoir l'espace politique qui permet à leurs démocraties de respirer et d'instaurer des politiques adaptées au niveau national, sans craindre d'être empêchés par un Eurogroupe autoritaire dominé par les intérêts du plus fort des Etats-membres et du monde des affaires, ni par une BCE utilisée comme un rouleau compresseur menaçant d'écraser tout "pays non coopératif" comme ce fut le cas avec Chypre ou la Grèce.

C'est notre plan A : travailler dans chacun de nos pays, et ensemble à travers l'Europe, à une renégociation

complète des traités européens. Nous nous engageons à collaborer avec la lutte des Européens partout, dans une campagne de désobéissance aux pratiques européennes arbitraires et aux règles irrationnelles jusqu'à ce que la renégociation aboutisse.

Notre première tâche est de mettre fin à l'irresponsabilité de l'Eurogroupe. La seconde tâche est d'en finir avec le caractère prétendument « indépendant » et « apolitique » de la Banque centrale alors qu'elle est hautement politisée (de la façon la plus toxique), totalement dépendante de banquiers en faillite et de leurs agents politiques, et prête à mettre fin à la démocratie sur une simple pression de bouton.

La majorité des gouvernements représentant l'oligarchie européenne et se cachant derrière Berlin et Francfort, ont aussi un plan A : ne pas céder à la demande de démocratie des citoyens européens et utiliser la brutalité pour mettre fin à leur résistance. Nous l'avons vu en Grèce en juillet. Pourquoi ont-ils réussi à étrangler le gouvernement démocratiquement élu de la Grèce ? Parce qu'ils avaient aussi un plan B : éjecter la Grèce de la zone euro dans les pires conditions possibles en détruisant son système bancaire et en achevant son économie.

Face à ce chantage, nous avons besoin de notre propre plan B pour dissuader le plan B des forces les plus réactionnaires et anti-démocratiques de l'Europe. Pour renforcer notre position face à leur engagement brutal pour des politiques qui sacrifient la majorité au profit des intérêts d'une infime minorité. Mais aussi pour réaffirmer le principe simple que l'Europe n'est rien d'autre que les Européens et que les monnaies sont des outils pour soutenir une prospérité partagée, et non des instruments de torture ou des armes pour assassiner la démocratie. Si l'euro ne peut pas être démocratisé, s'ils persistent à l'utiliser pour étrangler les peuples, nous nous lèverons, nous les regarderons dans les yeux et nous leur dirons : « Essayez un peu, pour voir ! Vos menaces ne nous effraient pas. Nous trouverons un moyen d'assurer aux Européens un système monétaire qui fonctionne avec eux et non à leurs dépens ».

Notre plan A pour une Europe démocratique, soutenu par un plan B qui montre que les pouvoirs en place ne peuvent pas nous terroriser dans la soumission, vise à faire appel à la majorité des Européens. Cela exige un haut niveau de préparation. Les éléments techniques seront enrichis par le débat. Beaucoup d'idées sont déjà sur la table : l'introduction de systèmes parallèles de paiement, les monnaies parallèles, la numérisation des transactions en euros pour contourner le manque de liquidités, les systèmes d'échange complémentaires autour d'une communauté, la sortie de l'euro et la transformation de l'euro en monnaie commune.

Aucune nation européenne ne peut avancer vers sa libération dans l'isolement. Notre vision est internationaliste. En prévision de ce qui peut se passer en Espagne, en Irlande, pourquoi pas de nouveau en Grèce selon l'évolution de la situation politique, et en France en 2017, il faut travailler concrètement ensemble à un plan B tenant compte des caractéristiques de chaque pays.

Nous proposons donc la tenue d'un sommet international pour un plan B en Europe, ouvert aux citoyens volontaires, organisations et intellectuels. Cette conférence pourrait avoir lieu dès novembre 2015. Nous lancerons ce processus samedi 12 septembre lors de la Fête de l'Humanité. Rejoignez-nous !

Les signataires :

Jean-Luc Mélenchon, député européen, co-fondateur du Parti de Gauche (France)

Stefano Fassina, député, ancien vice-ministre de l'Economie et des Finances (Italie)

Zoe Konstantopoulou, présidente du Parlement hellénique (Grèce)

Oskar Lafontaine, ancien ministre des Finances, co-fondateur de Die Linke (Allemagne)

Yanis Varoufakis, député, ancien ministre des Finances (Grèce)